

## Comment faire le plein moins cher sans polluer, grâce à l'huile de friture recyclée

Recyclée, d'origine végétale, bien moins polluante que le diesel tout en étant beaucoup moins cher... l'huile de récup' n'a que des avantages. C'est ce qu'a bien compris l'association Roule ma frite sur l'île d'Oléron, qui collecte auprès des restaurateurs du coin des dizaines de milliers de litres d'huiles. Ceux-ci serviront ensuite à alimenter les réservoirs ou les chaudières des personnes en précarité énergétique. Tolérée par les autorités, cette "raffinerie" de proximité ne s'en heurte pas moins à un verrou fiscal. L'utilité des collecteurs de proximité sera-t-elle un jour officiellement reconnue ? Un reportage réalisé par notre partenaire *L'âge de faire*.



Le vieux Renault Master s'engage sur le pont qui relie le continent à l'île d'Oléron. Au volant, Aymeric, tout sourire, apprécie la vue. Fenêtres ouvertes, soleil matinal qui brille...

*"Un cadre sympa pour bosser !"*

Et la collecte qu'il a effectuée hier a été particulièrement bonne : dans le coffre, il y a suffisamment de bidons d'huile pour faire rouler la camionnette jusqu'à Vladivostok...

*"1200 litres, c'est une tournée record !"*

Aymeric Dominique travaille à **Roule ma frite 17** (RMF17), une association qui collecte les huiles alimentaires usagées pour leur donner une seconde vie. Le Master bleu prend la direction de l'écopôle de Dolus d'Oléron, où l'association traite les huiles collectées. 92 000 litres l'an dernier.

Sauf exceptions, rouler à l'huile est interdit, surtout pour des raisons fiscales<sup>1</sup>. Voilà pourtant onze ans qu'à l'île d'Oléron, des "rhuileux" ont décidé non seulement de sortir de l'ombre, mais de revendiquer la légitimité de leur action et d'en faire une activité économique à part entière, quitte à agir dans l'illégalité.

*"Dans l'absolu, on vend de l'huile filtrée, et il n'y a rien d'illégal à vendre de l'huile filtrée. Mais cela serait vraiment absurde de notre part de nier l'usage qu'en font nos adhérents", explique Elsa Dujourdy, coordinatrice de l'association. "Par contre, on n'est pas une station service. Dès le début, on a affirmé notre*

<sup>1</sup> La TICE, Taxe intérieure de consommation des produits énergétiques, constitue la 4ème recette de l'État après la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés. La TICE est actuellement de 0,60 euros par litre de gazole.

volonté d'être un acteur du territoire en matière de recyclage, pour répondre à la fois aux enjeux environnementaux et à la précarité en terme de mobilité."

## Une activité illégale mais totalement revendiquée

"On peut rouler 100 % à l'huile, mais il faut adapter son moteur pour le préchauffage à cause de la viscosité de l'huile froide", prévient Aymeric. "Sans adaptation, tu peux quand même mettre jusqu'à 50 % d'huile en été dans ton réservoir, en complément du gazole. En hiver, il vaut mieux s'en tenir à un tiers."<sup>2</sup>.

Dans le hangar de l'écopôle, Aymeric décharge sa cargaison. Il empoigne un des bidons et verse le liquide jaunâtre dans une grande cuve, à travers un panier en métal qui fait office de premier filtre.

"Dans les bidons, on trouve du graillon, des restes de frites, voire des fourchettes ou des canettes. Mais les huiles sont plus propres maintenant. Depuis le début, on a fait un gros travail de sensibilisation auprès des restaurateurs."

En 2007, donc, les militants ne sont pas entrés en désobéissance civile pour devenir pompistes, mais bien pour créer un cycle de l'huile territorialisé, inclus dans les politiques publiques.

"Dès la publication des statuts de l'association, on a prévenu les Douanes et l'Ademe [Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie] de notre existence", se souvient Grégory Gendre, un des initiateurs de l'aventure<sup>3</sup>.

La fine équipe prend les élus et l'administration de vitesse, et va revendiquer sa désobéissance jusque dans les cabinets ministériels.

"Quel élu va dire : "Je suis contre le recyclage et la valorisation des déchets, et contre la création d'emplois non délocalisables" ?"

## Un bilan carbone quasi-nul à l'utilisation

RMF17 fait le plus de bruit médiatique possible. La stratégie fonctionne : l'activité de l'association est tolérée par l'administration. Mais c'est bien la reconnaissance de la filière, et non la simple tolérance de l'activité à laquelle prétendent les militants. Le cap est franchi localement en 2010. Cette année-là, les collecteurs récupèrent 17 000 litres d'huile auprès de 71 restaurateurs. Les élus locaux constatent le travail, et débloquent une subvention pour l'association. L'activité de RMF17 devient officiellement d'utilité publique, pleinement intégrée à l'Agenda21 de la Communauté des communes de l'île d'Oléron.



<sup>2</sup> Ceci vaut pour les moteurs diesel à injection indirecte disposant d'une pompe à injection de marque Bosh. Lire aussi L'âge de faire n° 80 de novembre 2013 (pour les collectionneurs...).

<sup>3</sup> En 2014, Grégory Gendre a été élu maire de Dolus, notamment pour son opposition à l'implantation d'un McDonald's sur l'île. Voir notre précédent numéro.

En effet, l'huile de friture n'est pas seulement un carburant pas cher – s'il n'est pas taxé. C'est aussi un biocarburant, c'est à-dire qu'il ne nécessite pas d'extraction de pétrole. Il a un bilan carbone quasi-nul à l'utilisation, et ses émissions polluantes sont moindres que le gazole. Qui plus est, sa production ne nécessite pas directement l'utilisation de terres agricoles, à l'inverse du biodiesel produit à partir de plantations de colza ou de palmiers à huile par exemple. Tout cela provient d'un déchet !

### "Notre travail allège aussi celui des stations d'épuration"

Un réseau en circuit court permet donc, avec un investissement minime, de traiter la problématique huile-déchet, de créer de l'emploi, et de fournir un combustible bio-sourcé pour tous les types d'usages, à commencer par du carburant. *Roule ma frite* ne rend pas service qu'à l'environnement :

*"Les restaurateurs sont contents de nous voir, ça leur enlève une épine du pied !"*

Avec le "bon d'enlèvement" que leur signent Aymeric et ses collègues, ils peuvent en effet justifier du recyclage de leur huile usagée, comme la loi le leur impose. Le service proposé par RMF17 étant gratuit ou presque, les cuisiniers préfèrent éviter l'aller-retour à la déchetterie, ou de se mettre hors-la-loi en jetant l'huile dans l'évier...

L'activité de RMF17 a ainsi provoqué des effets inattendus sur l'île : les interventions pour déboucher les canalisations bloquées par les graisses ont été divisées par deux ! D'après l'association, cela représente une économie d'environ 5000 euros par an pour la collectivité.

*"Et dans les stations d'épuration, les graisses tuent les bactéries qui traitent l'eau. Notre travail allège donc aussi celui des stations d'épuration", ajoute Aymeric.*

### Alimenter véhicules gazole et chaudières à 0,75 euro le litre

Dans le hangar, la première cuve de filtration est maintenant pleine. Aymeric soulève les 1000 litres à l'aide d'un trans-palette, et verse le contenu dans une deuxième cuve, où l'huile décantera au moins un mois. Elle sera ensuite filtrée à 20 microns, puis à 1 micron, pour être vendue aux adhérents de l'association 0,75 euro le litre. Elle alimentera ainsi des réservoirs et des chaudières.

Parmi les utilisateurs, on trouve aussi la commune de Dolus d'Oléron, qui fait rouler sa flotte de véhicules à l'huile. Certes, les élus du territoire n'ont pas encore mis en place le "Comité local de gestion des huiles alimentaires usagées", comme le leur propose l'association, mais RMF17 devient de plus en plus indispensable, et étend son activité en Charente-Maritime<sup>4</sup>.

Elle a d'ailleurs récemment signé une nouvelle convention avec la communauté d'agglomération de Rochefort Océan.

Aujourd'hui, l'équipe collecte l'huile auprès de 350 cuisiniers. Avec seulement 2,5 emplois équivalent temps plein, elle est obligée de refuser les demandes des restaurants trop éloignés, comme à la Rochelle ou à Niort.

<sup>4</sup> Ce conseil « permettrait de gérer au plus près les demandes et les besoins du territoire. Celui-ci serait chargé de valider l'utilisation des flux d'huile collectés et revalorisés localement en permettant à toutes les parties prenantes (privées, publiques et associatives) de s'exprimer et d'inscrire la démarche dans les rouages régaliens liés à l'aménagement du territoire », explique Roule ma frite

## Priorité aux victimes de précarité énergétique ou de difficultés de mobilité

Il n'y a pas que le regard sur l'huile de friture qui a changé. Il y a aussi les motorisations des véhicules en circulation : les injections sur les diesels construits depuis les années 2000 sont devenues trop fragiles pour supporter l'huile non raffinée, même en faible proportion. La flotte des véhicules pouvant rouler à "l'huile végétale pure" se réduit donc inexorablement, à Oléron comme ailleurs. La demande en huile baisse, alors que les volumes des collectes sont plus importants d'année en année. Résultat : l'association, en excédent d'huile, se voit contrainte de vendre son huile décantée hors du territoire, huile qui finira en biodiesel, dans une pompe espagnole, italienne, peut-être française, qui sait...

*"C'est un exutoire qui ne nous satisfait pas, mais il vaut mieux cela que rien", justifie Aymeric.*

Pour relocaliser la consommation d'huile, l'association travaille à la mise au point d'un biodiesel respectueux de l'environnement qui pourrait être utilisé par toutes les motorisations, même les plus récentes. La boucle serait ainsi bouclée : l'huile collectée localement serait utilisée localement, sans but lucratif, avec l'objectif de la destiner en priorité aux publics qui en ont le plus besoin, à savoir ceux victimes de précarité énergétique ou de difficultés de mobilité.

## Reconnaître l'utilité sociale et environnementale des collecteurs de proximité

Mais il y a un "hic" pour que ce modèle se généralise. Pour que l'activité, même sans but lucratif, soit viable, il faut qu'elle soit exonérée des taxes sur les carburants. Les collecteurs réalisent en effet un travail de fond sur les petits gisements d'huile – 20 litres par-ci, 50 litres par là – que ne collecteront jamais les camions-citernes de Suez, destinés aux bio-raffineries industrielles. Ce travail de proximité rend les économies d'échelle impossibles et nécessite du temps : il ne peut pas être rentable, comme l'est pour Total le biocarburant vendu à la pompe à essence. Or, si aujourd'hui les Douanes ferment les yeux sur les taxes liées aux carburants distribués par RMF, nul doute qu'elles les ouvriront si l'activité de l'association et des autres collecteurs de proximité se développe.

La solution existe : reconnaître l'utilité sociale et environnementale des collecteurs de proximité, qui pourrait leur ouvrir un droit à exonération de taxes. On se prend alors à rêver d'un *Roule ma frite* dans chaque village, un cabanon avec une petite baraque à frite à côté, où l'on trouverait les horaires des bus et des trains, des vélos à disposition, des annonces de covoiturage... En dernier recours, on ferait le plein. On saurait à qui va l'argent, et d'où vient le carburant.

Fabien Ginisty / **L'âge de faire** (Photos : © RMF17 et © L'âge de faire).

► Plus d'infos sur l'association : <https://www.roulemafrite17.org/>

► Voir le numéro de L'Âge de faire : [artisans, ils roulent pour l'écologie](#)